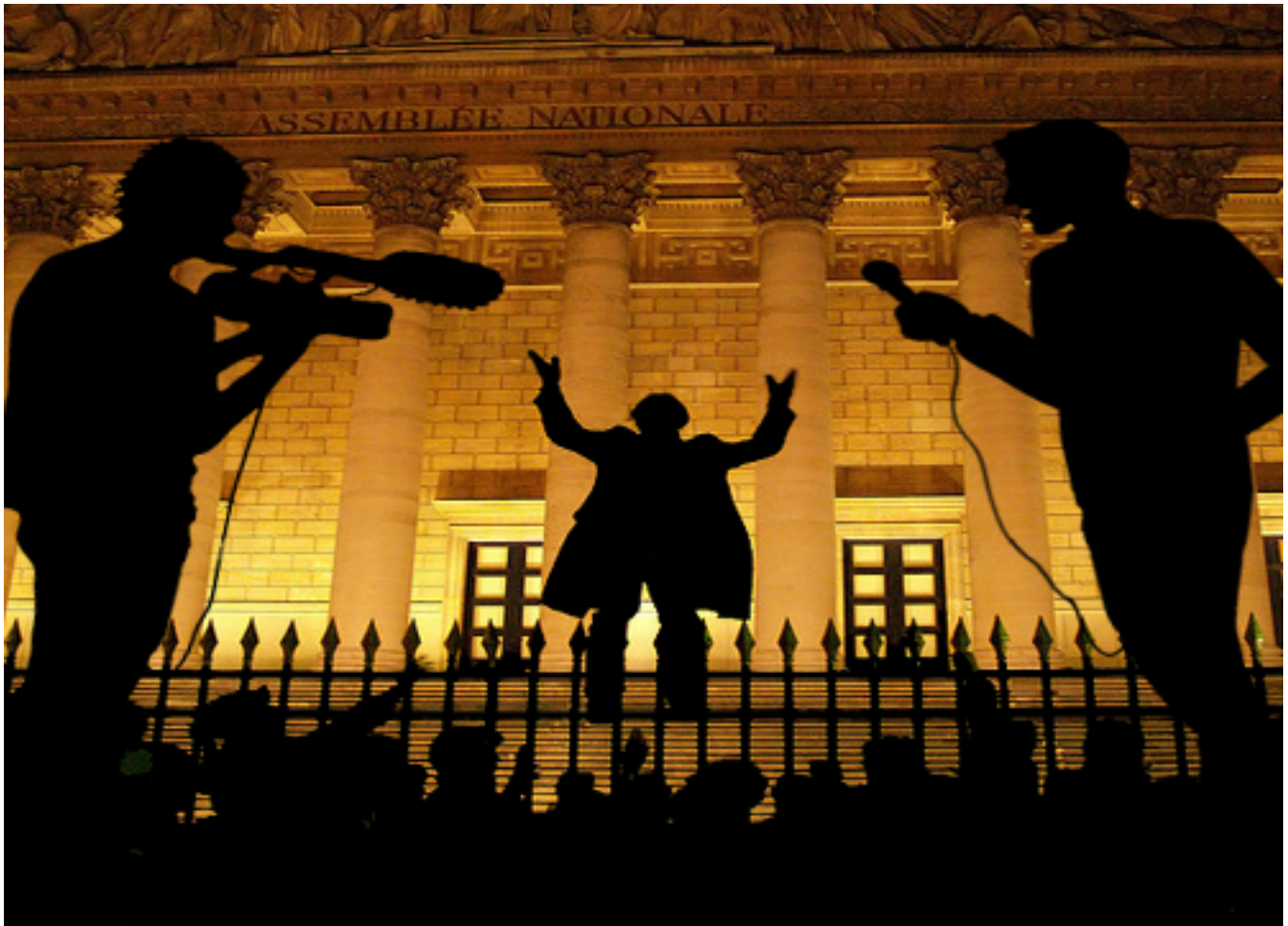


A quoi jouent les associations de journalistes?

Écrit par Boris Massaini

Elles défendent le métier, ses représentants, leur facilite la collecte de l'information, et les aide à ce créer un précieux réseau. Mais les associations de journalistes s'avèrent parfois un lieu de connivence entre la presse et le pouvoir.



A quoi jouent les associations de journalistes?

Écrit par Boris Massaini

Nous sommes le 23 novembre 2010. Benoit Peyrucq, peintre et dessinateur judiciaire, est exclu d'une salle d'audience par le président. Un fait rare, peut-être même une première du genre. L'homme se sent aussi humilié qu'impuissant. Rapidement, Stéphane Durant-Soufflant réagit. Ce journaliste du Figaro est aussi le président de l'association de la presse judiciaire. Son vice-président Dominique Verdeilhan (France 2), explique à son tour son indignation à l'AFP.

Cette association de journalistes, comme des dizaines d'autres en France, veille au grain, prête à bondir face à l'injustice. Ces associations revendiquent souvent un rôle de soutien des journalistes dans la pratique de leur profession, comme on nous l'expose sur le site Internet de l'association de la presse judiciaire : « Son but moral est de créer un lien entre les membres de cette association et de leur permettre de s'entraider mutuellement dans l'accomplissement de leurs travaux et de défendre leurs intérêts en commun ». S'entraider mutuellement. Ou agrandir son réseau comme son carnet d'adresse, un élément essentiel de la profession de journaliste.

Ces associations sont difficilement quantifiables. Elles sont en partie référencées sur le site d'Acrimed, observatoire des médias, ainsi que sur la revue Médiasig. Ils en comptent une trentaine en France. Elles comportent, au mieux, quelques centaines d'adhérents qui doivent s'affranchir de frais d'inscriptions (entre 30 et 50 euros pour la plupart). 390 adhérents pour l'AJIS, association des journalistes et de l'information sociale, et 400 pour l'AJEF, association des journalistes économiques et financiers, selon leur site Internet.

Mais beaucoup ne dépassent pas la centaine, comme l'AJMED (journalisme médical) qui compte 90 membres, l'AJSPI (journalistes scientifiques) avec 74 adhérents, ou l'Association des journalistes de l'environnement qui en comporte une centaine.

L'appartenance à une association correspondant à leur secteur de prédilection n'est pas une priorité pour une majorité de journalistes. Le rôle de ces associations ne semble pas être déterminant dans la pratique journalistique, compte tenu du faible nombre de journalistes qui en font partie, par rapport au nombre total de journalistes (environ 37000). Malgré tout, elles jouent parfois un rôle inattendu.

Renvoyée par une consœur

Retournons en 2008. Virginie Roëls est alors journaliste pour Bakchich à l'Assemblée Nationale. Elle a le malheur de poser une question gênante à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie. Résultat ? Privée d'assemblée, Virginie Roëls. On pense tout de suite à une demande de la ministre. Elle n'a finalement, pas eu besoin de se fatiguer puisque c'est une des consœurs de

la journaliste qui s'est chargée de la faire renvoyer. Sophie Huet, journaliste au Figaro, semble avoir joué de son influence en tant que présidente de l'association des journalistes parlementaires. Faut-il se montrer complaisant avec les ministres pour prétendre à une place de choix à l'Assemblée, ou la journaliste de Bakchich a-t-elle réellement dépassé les bornes ?

Sophie Huet n'a malheureusement pas donné suite à nos nombreuses sollicitations par mail ou par téléphone. La version de Virginie Roëls est quant à elle sans appel : « elle m'a demandé de quitter les lieux en me précisant que ma carrière de journaliste politique était terminée. J'ai été raccompagnée hors de l'assemblée par un homme chargé de la sécurité à l'assemblée. »

Mais quelle question aurait bien pu mettre « mal à l'aise » Christine Lagarde ? A l'époque, elle planchait sur le dossier des niches fiscales des particuliers. Bakchich détient alors un document stipulant que s'attaquer aux niches fiscales des entreprises rapporterait cent fois plus d'argent. Du côté de Bakchich, on sait que la ministre a pris connaissance de ce document. C'est donc sur ce sujet que Virginie Roëls prend la parole en conférence de presse. La ministre botte en touche. Une fois, puis deux. La conférence de presse est terminée. La journaliste se dirige alors une nouvelle fois vers la ministre, qui n'a « pas le temps » de lui répondre. Ce fut sa dernière question ce jour-là.

Virginie Roëls ne travaille plus pour Bakchich aujourd'hui, mais poursuit sa carrière de journaliste. En politique ? « Je n'ai jamais été une journaliste politique, pour moi, on est journaliste avant tout ». C'est du côté de Marianne 2 ou des boîtes de production audiovisuelles qu'elle poursuit désormais sa carrière.

Un siège au ministère des finances

Autre exemple, concernant le journalisme économique. La présidente de l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF), Françoise Crouigneau, assume une certaine proximité des journalistes avec leurs sources ministérielles. Ou plutôt une proximité certaine. Nous avons d'abord tenté de joindre la présidente au siège de l'association. Pas de réponse, mais un

A quoi jouent les associations de journalistes?

Écrit par Boris Massaini

répondeur qui nous redirige vers un « autre correspondant ». Cette fois, nous avons un interlocuteur : « Ministère de l'économie et des finances bonjour ». L'association bénéficie en effet d'un local au ministère. Rien de choquant pour Françoise Crouigneau qui nous en rappelle les raisons historiques :

« L'Ajef a fêté ses 50 ans en 2007, c'est la plus vieille association française de journalisme. Avant ça, les journalistes et les ministres avaient pour habitude de se retrouver rue de Rivoli. Ils ont donc décidé de créer une association pour recevoir les ministres, qui allait aussi aider les journalistes à se créer un réseau. » Depuis, des petits déjeuners y sont régulièrement organisés entre journalistes (15 à 70 personnes à chaque déjeuner selon Françoise Crouigneau) et ministres, chefs d'entreprises, professeurs d'université... Parmi eux, beaucoup de grands noms : Guillaume Pépi (président de l'AMF), Pascal Lamy (président de l'OMC) ou encore Jean-Claude Trichet (président de la banque de France).

L'association organise aussi chaque mois les ateliers de Bercy, des « rencontres destinées à un large public de journalistes et d'étudiants soucieux d'approfondir leurs connaissances économiques ». Elles sont animées par des hauts fonctionnaires du ministère de l'économie avec le Conseil pour la diffusion de la culture économique (CODICE). Il s'agit d'un organisme créé en 2006 par le ministère de l'économie lui-même pour « diffuser la culture économique », selon le site Internet de l'AJEF.

A quoi jouent les associations de journalistes?

Écrit par Boris Massaini

Ministère de l'économie, présidents de hautes institutions, grands chefs d'entreprises, la volonté de proximité de l'AJEF avec les grands acteurs économiques est indéniable. Mais la question de l'indépendance des journalistes se pose forcément. Derrière cette proximité se cache probablement la nécessité d'entretenir son réseau, et d'obtenir des infos « off the record » de la part des ministres ou des grands acteurs économiques. Et la connivence, dans tout ça ? «Le copinage, ça ne me dérange pas, lâche Françoise Crouigneau. Nous avons l'habitude et nous ne sommes pas des débutants».